



Rapport Financier Semestriel
30 JUIN 2018

SOMMAIRE

I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2018

II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2018

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2018

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Faits marquants de la période

Le Groupe **Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2018 de 135,8M€, en progression de 6,8% (8,5% à périmètre et taux de change constants). Cette croissance est portée par les deux segments sur le semestre, les activités Grands Comptes continuant sur leur lancée des années précédentes (chiffre d'affaires en hausse de 7,9% – 10,1% à périmètre et taux de change constants – par rapport au 30 juin 2017) et les activités Mid-Market réalisant une bonne performance ce premier semestre (chiffre d'affaires en hausse de 2,6% – à périmètre et taux de change constants – par rapport au 30 juin 2017).

Les activités Grands Comptes ont vu leur chiffre d'affaires augmenter au premier semestre de 7,9% en données publiées. Cette forte croissance s'explique d'une part, par le positionnement de spécialiste de la Data et du Digital, domaines d'excellence de Keyrus qui sont au cœur des préoccupations de l'ensemble des organisations, et d'autre part, par les investissements importants réalisés l'an passé au niveau commercial et marketing en France et à l'international. Cette croissance est bien répartie sur l'ensemble des régions que couvre le groupe Keyrus.

Les activités Mid-Market connaissent une croissance au premier semestre 2018 en termes de chiffre d'affaires (27,2M€ contre 26,5M€ l'année dernière). Cette croissance reste une performance satisfaisante lorsqu'on prend en compte la fin des projets liés à la mise en place de la Déclaration Sociale Simplifiée (DSN) qui avait contribué à la forte croissance d'activité du segment au premier semestre 2017. Au second semestre 2018, les activités paie connaîtront à nouveau une forte dynamique avec la mise en place de l'impôt à la source.

La norme IFRS 15 portant sur la reconnaissance du chiffre d'affaires est rentrée en application le 1^{er} janvier 2018. Sauf mention contraire, les chiffres 2017 présentés dans ce rapport financier sont retraités pour être en conformité avec l'application de la norme IFRS 15 et comparables en termes de méthodes comptables aux chiffres du premier semestre 2018.

L'impact de la norme IFRS 15 est présenté dans la note 1 du présent rapport.

En mai 2016, l'administration a notifié à Keyrus SA l'ouverture d'un contrôle portant sur les exercices 2013 à 2015. La société a définitivement clôturé cette procédure en mai 2018, en notifiant à l'administration qu'elle acceptait sa proposition de rectification. Les montants redressés étaient intégralement provisionnés dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2017.

Il n'y a pas eu de dossier de croissance externe sur la période sur le segment Grands Comptes bien que le groupe ait analysé plusieurs dossiers significatifs. Les discussions sont toujours en cours avec certains d'entre eux et pourraient se conclure sur le second semestre. En outre, le segment a accéléré sa croissance organique en Asie du Sud-Est grâce à sa filiale à Singapour qui a commencé à développer des projets significatifs.

Enfin le groupe a lancé son Corporate Studio, Younicorns, dont la vocation est d'accompagner des clients dans le développement de nouveaux business models avec mécanisme de partage des risques et des succès.

Au cours du premier semestre 2018, Absys Cyborg a créé deux nouveaux services en lançant une offre d'hébergement privée « Absys Cyborg Cloud » et un département Conseil. Cette activité Conseil en particulier constitue un accélérateur de croissance pour le business cœur de métier, par l'apport d'une démarche structurante pour accompagner les clients (assistance à l'expression de besoin, rédaction de cahiers des charges, aide au choix, AMOA mais également accompagnement dans la transformation numérique des organisations de nos clients).

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 108,6M€
- Mid Market : 27,2M€

3. Résultats

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2018 s'élève à 5,1M€, contre 4,6M€ au premier semestre 2017. Cette amélioration de la rentabilité est également portée par les deux segments :

- les activités Grands Comptes connaissent une amélioration de leur rentabilité de 0,7M€, dans la continuité de l'exercice précédent. L'Europe et l'Amérique du Sud sont les principaux moteurs de cette amélioration au cours de ce semestre.
- Les activités Mid-Market connaissent une légère diminution de 0,2M€ de leur rentabilité.

Le résultat opérationnel s'élève à 4,5M€ contre 4,1M€ au premier semestre 2017. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents liés à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de fonctions de direction (0,7M€), en particulier en France.

Le coût de l'endettement financier est de 0,6M€ au 1^{er} semestre 2018, il est stable par rapport au 1^{er} semestre 2017. Le résultat financier intègre également d'autres produits et charges financiers (produits de désactualisation et pertes de change principalement) pour un montant net quasiment nul.

Le résultat avant impôt ressort donc à 3,9M€ contre 3,5M€ au 30 juin 2017.

La charge d'impôts totale est stable à (1,6) M€ contre (1,6) M€ au 30 juin 2017. L'impôt exigible diminue légèrement de 0,1M€.

En conséquence, le résultat net s'établit à 2,3M€ et le résultat net par action (dilué) ressort en à 13 centimes par action, un résultat similaire au premier semestre 2017.

4. Flux de trésorerie

La trésorerie active s'élève à 15,4M€ au 30 juin 2018, en baisse de 5,3M€ par rapport au 31 décembre 2017.

La dette financière brute (hors put, earn-out et dettes sur acquisitions de filiales) diminue de 3,4M€ passant de 40.8M€ à 37,4M€.

La dette nette s'élève à 22,0M€ au 30 juin 2018 contre 24,0M€ un an auparavant et 20,2M€ au 31 décembre 2017. Cette augmentation de la dette nette au cours du premier semestre s'explique principalement par une augmentation de son besoin en fonds de roulement du fait de la saisonnalité récurrente de l'activité.

5. Bilan

Les actifs non courants ressortent à 87,3M€ au 30 juin 2018 contre 82,6M€ au 31 décembre 2017. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des créances fiscales long terme.

Les actifs courants hors trésorerie diminuent à 102,0M€ contre 112,1M€ au 31 décembre 2017. Cette diminution s'explique principalement par une baisse du poste clients.

Les capitaux propres consolidés augmentent à 52,9M€ au 30 juin 2018 contre 50,8M€ au 31 décembre 2017.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

7. Evénements postérieurs au 30 juin 2018

En juillet 2018, le groupe a racheté la part minoritaire de Keyrus Israël (30%) pour un montant conforme aux évaluations de goodwill et de put ayant servi à l'arrêté du bilan au 31 décembre 2017.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 1.7 du Rapport de Gestion, présent dans le document de référence 2017 enregistré auprès de l'Autorité des Marché Financiers le 27 avril 2018 sous le numéro D.18-0443.

Le groupe n'a pas connaissance de nouveaux risques significatifs autres que ceux présentés dans le document de référence 2017.

II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

Dans le contexte actuel, nos deux secteurs d'activité font face à des situations de marché différentes.

Nos activités Grands Comptes bénéficient d'un marché dynamique porté par les investissements des grands groupes dans la transformation digitale et l'application business des avancées technologiques en matière de digitalisation de la relation client, de data science et d'intelligence artificielle. Elles aident en effet les grandes organisations, souvent très internationales, à exploiter les données et informations disponibles pour améliorer leur performance et développer leurs affaires. Les perspectives de croissance sont très encourageantes et le positionnement de Keyrus lui permet de répondre aux enjeux actuelles de convergences de l'exploitation des données et de l'usage digital de celles-ci.

Ce domaine d'activité connaît néanmoins ses difficultés propres :

- la concurrence importante entre les divers prestataires de services,
- l'évolution des relations avec les partenaires éditeurs du fait de la transition de leur business model vers les ventes en mode SaaS et souscriptions et
- la complexité grandissante des projets et des technologies pour lesquels des verrous technologiques restent à lever et peuvent ralentir la prise de décision des clients.

Même s'ils sont maîtrisés par Keyrus, ces facteurs d'incertitudes ne doivent pas être négligés.

Nos activités Mid-Market, principalement françaises et avec un portefeuille de clients de type PME et ETI, ont connu un premier semestre de croissance. Le niveau global d'activité est conforme aux prévisions. Le portefeuille de commandes est en croissance de 6% par rapport à l'exercice précédent. La fin de l'année et le début de l'exercice 2019 seront marqués par une suractivité exceptionnelle d'accompagnement de nos clients dans la mise en place du prélèvement à la source.

Autour des offres fondatrices, les éditeurs ont récemment fourni au marché de nouvelles versions riches d'évolutions technologiques et fonctionnelles, « Cloud customized ».

Le modèle global de business évoluant vers des solutions d'abonnement plutôt qu'autour de la commercialisation de licences premium, Absys Cyborg fournit un effort d'adaptation de ses modèles organisationnels. Le volume de services associés n'est pas impacté par rapport à l'approche historique. Au contraire, l'accompagnement technique vers le Cloud génère des revenus complémentaires.

Dans nos deux segments, nous mettons l'accent sur l'innovation, la qualité de nos prestations et de notre relation client et envisageons pour le groupe la poursuite de la croissance au deuxième semestre.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2018

KEYRUS

I. — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois *	31/12/2017 12 mois *
Chiffre d'affaires	5	135 753	127 092	256 384
Autres produits de l'activité		212	99	435
Total produits des activités ordinaires		135 965	127 191	256 819
Achats consommés		-47 892	-42 650	-92 235
Charges de personnel	6	-80 905	-75 921	-146 263
Impôts et taxes		-1 386	-1 232	-2 312
Dotations aux Amortissements	12	-944	-678	-1 464
Dotations et Reprises aux Provisions et Pertes de valeur	17	1 102	-2 159	-1 462
Autres produits et charges opérationnels courants	7	-837	32	1 038
Résultat Opérationnel Courant		5 104	4 582	14 122
Autres produits et charges opérationnels	8	-624	-454	-1 914
Résultat Opérationnel		4 480	4 128	12 209
Coût de l'endettement financier net	9	-659	-770	-1 589
Autres produits et charges financiers	9	39	181	471
Résultat avant impôt		3 860	3 539	11 091
Impôts sur le résultat	10	-1 549	-1 634	-3 319
Résultat net		2 311	1 905	7 772
Dont:				
Part du Groupe		2 086	1 984	7 055
<i>Part des minoritaires</i>		225	-79	716
Résultat par action		0,13	0,13	0,45
Résultat dilué par action		0,13	0,13	0,45

II. — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2018 6 mois	30/06/2017 6 mois	31/12/2017 12 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 311	1 905	7 772
Autres éléments du résultat global :			
Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :			
- Réévaluations au titre des régimes à prestations définies			-140
- Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés			47
Sous total des éléments ne devant pas être reclassés			-93
Eléments devant être reclassé ultérieurement en résultat net :			
- Ecart de conversion	-238	-652	-839
- Impôts sur les éléments devant être reclassés	41	67	94
Sous total des éléments devant être reclassés	-197	-585	-745
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	-197	-585	-839
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 114	1 320	6 933
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>1 984</i>	<i>1 456</i>	<i>6 375</i>
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>130</i>	<i>-137</i>	<i>558</i>

III. — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€		
		30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Goodwill	11	43 811	44 085	44 079
Immobilisations Incorporelles	12	1 130	346	627
Immobilisations Corporelles	12	5 796	3 741	5 142
Autres actifs non courants	13	31 276	27 187	27 779
Impôts différés actifs	10	5 330	4 687	4 997
Total Actif Non Courant		87 344	80 046	82 624
Stocks et en cours	14	8	7	13
Créances clients et autres débiteurs	15	102 043	100 783	112 126
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	15 400	16 182	20 671
Total Actif Courant		117 451	116 972	132 810
Total de l'actif		204 795	197 017	215 434
PASSIF	Notes	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Capital		4 241	4 241	4 241
Primes d'émission		20 942	20 942	20 942
Réserves consolidées		24 367	18 039	17 433
Résultat consolidé		2 086	1 984	7 055
Capitaux Propres Part du Groupe		51 637	45 207	49 672
Intérêts minoritaires		1 220	463	1 173
Total des capitaux propres		52 857	45 670	50 845
Provisions	17	8 577	8 116	9 039
Passif financiers	18	19 190	18 336	19 836
Impôts différés passifs	10	681	155	278
Total Passif Non Courant		28 448	26 608	29 154
Provisions	17	2 693	4 723	3 603
Passifs financiers	18	22 992	26 541	26 315
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19	29 882	28 699	32 486
Dettes fiscales et sociales	19	45 964	42 119	46 891
Autres passifs	19	21 959	22 658	26 139
Total Passif Courant		123 490	124 740	135 435
Total du passif		204 795	197 017	215 434

IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Résultat net	2 311	1 905	7 772
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-206	-255	-991
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	-157	2 698	3 367
Elim. des profits/pertes sur actualisation des créances en dettes	15		-189
Plus et moins-values de cession	3	19	-230
Elim. des autres charges et produits calculés	205	-37	256
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 170	4 330	9 985
Coût de l'endettement financier net	659	770	1 589
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 549	1 634	3 319
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	4 378	6 734	14 893
Impôts versés	-1 551	-1 465	-3 441
Variation du BFR	-1 460	-12 110	-10 027
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 367	-6 841	1 424
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 267	-1 108	-4 525
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-125		1 065
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	5		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-336	-330	-1 044
Incidence des variations de périmètre	-107	-154	-55
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 831	-1 591	-4 559
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	20		23
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Dividendes versés	-284		-102
Rachats et reventes d'actions propres	-19	138	191
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-17 093	-3 025	-21 329
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	11 977	5 646	26 647
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-665	-796	-1 596
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-6 064	1 963	3 835
Incidence des variations des cours des devises	-39	-124	-290
Incidence des changements de principes comptables		47	44
Variation de trésorerie	-7 566	-6 547	454
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	20 457	20 002	20 002
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture (Note 16)	12 890	13 456	20 457

V — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2016	4 241	20 942	13 027	615	4 353	43 179	1 064	44 243
Affectation résultat & reclassement			4 353		-4 353			
Incidence des changements de méthodes								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-680		-680	-159	-839
Résultat 2017					7 055	7 055	716	7 772
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-680	7 055	6 375	558	6 933
Augmentation de capital							21	21
Stocks options								
Variation de l'auto détention			191			191		191
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			422			422	-469	-47
Put sur intérêts minoritaires			-495			-495		-495
Autres								
Solde au 31/12/2017	4 241	20 942	17 499	-65	7 055	49 672	1 173	50 845
Affectation résultat & reclassement			7 055		-7 055			
Incidence des changements de méthodes								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			41	-143		-102	-95	-197
Résultat 2018					2 086	2 086	225	2 311
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			41	-143	2 086	1 984	130	2 114
Augmentation de capital							20	20
Dividendes distribués							-103	-103
Variation de l'auto détention			-19			-19		-19
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle								
Put sur intérêts minoritaires								
Autres								
Solde au 30/06/2018	4 241	20 942	24 576	-208	2 086	51 637	1 220	52 857

VI — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2018 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 24 septembre 2018 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2018.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2018 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de **Keyrus** et de ses filiales (ci-après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2018 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2018. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe **Keyrus** dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Evolution des règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés au 30 juin 2018 sont identiques à celles retenues pour les comptes au 31 décembre 2017 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2018 et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe.

Le Groupe n'a appliqué de façon anticipée aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2018 :

❖ IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation des contrats de location. L'application de ce texte conduira à reconnaître au bilan tous les engagements de location, sans distinction entre contrats de «location simple» et contrats de «location-financement».

La détermination des modalités détaillées d'application de la norme à la date de transition, soit au 1er janvier 2019, sont en cours d'étude.

Le principal impact attendu sur les comptes consolidés est une augmentation des «droits d'utilisation» à l'actif du bilan et une augmentation des dettes de location au titre des contrats dans lesquels le Groupe est preneur et actuellement qualifiés de contrats de «location simple». Ils concernent principalement des immeubles et des véhicules.

Au compte de résultat, la disparition des charges de loyers au titre des contrats de «location simple» conduira à une amélioration de l'EBITDA et à une augmentation des dotations aux amortissements et des charges financières.

- ❖ **IFRIC 23 – Positions fiscales incertaines**
- ❖ **IFRS 17 – Contrats d'assurance**
- ❖ **Amendements IFRS 9 – Instruments financiers : Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative**
- ❖ **Amendements IAS 28 – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises : Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises**
- ❖ **Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2015-2017**
- ❖ **Amendements IAS 19 – Avantages du personnel : Modification, réduction ou liquidation de régime**

À l'exception des normes IFRS 9 et IFRS 15 qui sont applicables au 1er janvier 2018 et la norme IFRS 16 qui est applicable au 1er Janvier 2019, ces nouvelles normes et amendements n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait.

Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

Amendements et Interprétations entrant en vigueur en 2018

- **IFRS 9 - Instruments Financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers. IFRS 9 inclut les trois volets principaux suivants :

- ❖ **Classement et évaluation des actifs et passifs financiers**

La norme requiert que les actifs financiers soient classés en fonction de leur nature, des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle économique suivi pour leur gestion.

- ❖ **Dépréciation**

IFRS 9 détermine les principes et la méthodologie à appliquer pour évaluer et comptabiliser les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, les engagements de prêts et les garanties financières.

- ❖ **Comptabilité de couverture**

Le nouveau texte vise un meilleur alignement entre comptabilité de couverture et gestion des risques en établissant une approche davantage fondée sur les principes de gestion des risques.

Le Groupe applique IFRS 9, depuis le 1er janvier 2018.

- IFRS 15 - Produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme relative à la comptabilisation du chiffre d'affaires. En application de cette norme, le chiffre d'affaires doit être reconnu lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services vendus, pour une somme qui reflète ce que l'entité s'attend à recevoir pour ces biens ou services.

IFRS 15 est applicable de manière obligatoire depuis le 1er janvier 2018. La première application a été réalisée conformément à la méthode rétrospective qui requiert de retraiter l'information comparative à la date de première application.

Les impacts de l'application de cette nouvelle norme sont les suivants :

En milliers d'€	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2017
Chiffre d'affaires	-452	-989	-836
Achats consommés	452	989	836
Résultat net	-	-	-

- Amendement à IFRS 2 - Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- Amendements à IAS 28 - Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises
- IFRIC 22 - Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée.

A l'exception d'IFRS 15, ces amendements et cette interprétation n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2018.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) *Méthodes de consolidation* :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les

entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé.

Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré-estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable.

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application de IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant par le contrôle correspondants ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles**. : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des relations clients amortis sur 5 ans et des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwill représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwill comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwill). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacun des segments opérationnels ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwill ne sont pas réversibles.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti.

Une dépréciation est constatée en résultat en cas de perte de valeur durable ou de risque de non remboursement. Les dépréciations sont constatées selon le modèle des pertes de crédit attendues. Ces pertes de crédit représentent l'ensemble des défauts de paiement du prêt émis sur sa durée de vie.

En application de la norme IFRS9, les titres de participation non consolidés et les autres titres immobilisés sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat à la date de clôture.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations sont enregistrés en réserve. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. Les effets ayant un impact sur le résultat sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

13) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) **Provisions Garantie / Risques projets** : Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) **Instruments hybrides** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) **Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments de couverture conformément aux critères établis par la norme IFRS 9 – « Instruments financiers » et apprécie la qualification de la relation de couverture sur le modèle de gestion des risques appliqué par le Groupe et permettant la mise en cohérence du traitement comptable avec l'intention de gestion.

Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

18) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

19) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Le chiffre d'affaires est reconnu, conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », au moment où le Groupe transfère le contrôle des produits ou service à ses clients (le contrôle d'un actif s'entend de la capacité de décider de l'utilisation de celui-ci et d'en tirer la quasi-totalité des avantages résiduels). Ils sont évalués à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle une entité s'attend à avoir droit en échange du transfert de biens ou de services à un client.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus à avancement.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus et selon la méthode d'avancement des coûts.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

Sous IFRS 15, le Groupe est considéré comme agissant en tant que principal s'il contrôle les biens ou les services avant de les transférer à son client, sinon il est considéré comme Agent. Dans certain cas isolé pour les ventes de licence le groupe agit comme Agent : Dans ces cas, le Groupe n'a pas le risque de stock ou n'a pas d'apport technologique sur la solution.

Pour les ventes de matériels, le Groupe agit en tant qu'Agent et comptabilise ses ventes selon la norme IFRS 15.

20) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

21) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

22) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

23) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux cadres dirigeants ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et

- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe **Keyrus**. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

26) **Politique de gestion des risques financiers**

En matière de risque de change la majeure partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est principalement à taux variable. Dans le contexte de taux favorable actuel, le Groupe envisage de mettre en place une couverture de taux sur le second semestre 2018 afin de sécuriser son coût de financement avantageux.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

En juillet 2018, le groupe a racheté la part minoritaire de Keyrus Israël (30%) pour un montant conforme aux évaluations de goodwill et de put ayant servi à l'arrêté du bilan au 31 décembre 2017.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwills, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, la valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- Intégration dans le périmètre de consolidation de Keryus Singapour détenue à 100% par Keyrus SA et créée en septembre 2017.
- Création de Younicorns, le corporate studio de Keyrus, détenu à 50% par Keyrus SA et intégrée globalement.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom des sociétés au 30/06/2018	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Management	Paris - France	31 décembre	90%	90%	01/01/18 - 30/06/18
Kadris Group	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Kadris Consultants	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Espagne (Etica Software)	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus do Brazil (Etica Do Brazil)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Maurice	Ile Maurice	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Chine	Shangäi	31 décembre	100%	70%	01/01/18 - 30/06/18
Equinox	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	68%	68%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Israël	Tel Aviv - Israël	31 décembre	70%	70%	01/01/18 - 30/06/18
Vision BI	Tel Aviv - Israël	31 décembre	51%	36%	01/01/18 - 30/06/18
Vision BI USA	New York - USA	31 décembre	100%	36%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Capital Markets	Paris - France	31 décembre	95%	95%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Biopharma Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Biopharma Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	90%	90%	01/01/18 - 30/06/18
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Up Génération	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Colombia	Medellin - Colombie	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus UK Group	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus UK (BIPB Limited UK)	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
BIPB LLC US	New York - USA	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
BIPB SARL	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Biopharma Innovation	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Management Régions	Lyon - France	31 décembre	95%	93%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Middle East DMCC	Dubaï - EAU	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Middle East Software Trading LLC	Dubaï - EAU	31 décembre	49%	80%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Management Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	51%	51%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Talents	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Medqualis	Montréal - Canada	31 décembre	55%	55%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus USA	New York - USA	31 décembre	77%	77%	01/01/18 - 30/06/18
Qconsulting	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	51%	51%	01/01/18 - 30/06/18
Keyrus Singapore	Singapour	31 décembre	100%	100%	01/01/18 - 30/06/18
Yunicorns	Paris - France	31 décembre	50%	50%	01/01/18 - 30/06/18

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Mid Market (MM).

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- du « résultat opérationnel » tel que défini en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segment suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Mid Market.

en Milliers €	30/06/2018			30/06/2017 *			31/12/2017 *		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	108 549	27 203	135 753	100 541	26 551	127 092	205 459	50 925	256 384
Total produits des opérations	108 549	27 203	135 753	100 541	26 551	127 092	205 459	50 925	256 384
Résultat Opérationnel Courant	2 722	2 382	5 104	2 045	2 537	4 582	9 075	5 047	14 122
Autres produits et charges opérationne	-617	-7	-624	-414	-40	-454	-1 745	-168	-1 914
Résultat Opérationnel	2 105	2 375	4 480	1 632	2 496	4 128	7 330	4 879	12 209

* Les comptes sont retraités de la norme IFRS 15

en Milliers €	30/06/2018				30/06/2017				31/12/2017			
	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total
Bilan :												
Actifs												
Goodwills	31 268	12 543		43 811	31 641	12 443		44 085	31 636	12 443		44 079
Immobilisations nettes	5 183	1 744		6 927	3 049	1 038		4 087	5 057	712		5 769
Actifs sectoriels	88 722	23 615	-10 287	102 051	87 235	24 020	-10 465	100 790	96 095	27 146	-11 102	112 139
Autres Actifs	50 880	936	191	52 007	48 346	-481	191	48 056	51 234	2 022	191	53 447
Total des actifs consolidés	176 054	38 838	-10 096	204 795	170 271	37 021	-10 274	197 017	184 022	42 324	-10 911	215 434

La décomposition géographique du chiffre d'affaires se décline comme suit :

Secteurs secondaires

Chiffres d'affaires

En % du chiffre d'affaires	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
France	60%	63%	60%
Europe Zone Euro hors France	20%	19%	18%
Autres	20%	18%	22%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%

Note 6 – Charges de personnel

en milliers d'€	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Salaires et traitements	58 700	54 112	106 197
Charges sociales	20 287	19 876	36 878
Autres charges de personnel	1 865	1 865	3 050
Engagements retraites	54	68	137
TOTAL	80 905	75 921	146 263

Au premier semestre 2018, un Crédit Impôt Recherche d'un montant actualisé net d'honoraires de 2,4M€, en hausse de 0,4M€ par rapport au premier semestre 2017, a été comptabilisé en diminution des charges de personnel. Par ailleurs, l'impact du CICE sur les charges de personnel s'élève à 0,7M€ pour le premier semestre 2018, en baisse de 0,1M€.

Effectifs	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Effectif opérationnel	2 211	2 038	2 098
Effectif commercial et administratif	510	462	458
Total effectif	2 721	2 500	2 556

Les effectifs salariés présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels courants

En milliers d'€	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Passages en pertes et profits de créances	-757		
Autres charges opérationnelles courantes	-81	18	-278
Autres produits opérationnels courants	2	14	1 317
Autres produits et charges opérationnels courants	-837	32	1 038

Le détail des passages en pertes et profits de créances est le suivant :

En milliers d'€	Passages en perte	Provisionné sur exercices antérieurs	Impact sur le résultat au 30/06/2018
Passages en pertes et profits de créances CIR	606	100%	-
Passages en pertes et profits de créances clients	152	100%	-
Autres produits et charges opérationnels courants	757	100%	-

Passer en perte et profits les créances de CIR définitivement rejetées par l'administration et les créances clients définitivement irrécouvrables n'a pas eu d'effet sur le résultat du semestre car ces créances étaient déjà provisionnées dans leur intégralité.

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Charges de réorganisation	-744	-507	-1 388
Résultat de cession d'actifs	-3	-19	230
Autres	123	71	-756
Autres produits et charges opérationnels	-624	-454	-1 914

Les charges de réorganisation concernent principalement Keyrus SA.

Note 9 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Intérêts et autres produits financiers	-25	-23	
Total produits financiers	-25	-23	
Intérêts et charges assimilées	634	747	1 589
Total Charges financières	634	747	1 589
Coût de l'endettement financier net	-659	-770	-1 589

en milliers d'€	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Gains de change	444	436	655
Produits de désactualisation sur créances d'exploitation	206	255	426
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente	-41		-52
Autres produits financiers	249	95	975
Total produits financiers	858	786	2 003
Pertes de change	640	444	1 097
Autres charges financières	179	135	435
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente		26	
Total Charges financières	819	605	1 532
Autres produits et charges financiers	39	181	471

Les produits financiers comprennent un profit de désactualisation des instruments financiers et du CIR pour 206 K€.

Note 10 – Impôts

Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Impôt différé	-21	-6	201
Impôt exigible	-1 529	-1 628	-3 520
Charge (-) ou produit (+) d'impôt	-1 549	-1 634	-3 319

La charge d'impôt exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0,8M€ au 30 juin 2018 (1,0M€ au 30 juin 2017 et 1,8M€ au 31 décembre 2017).

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Résultat avant impôts	3 860	3 549	11 091
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	1 287	449	3 696
Rapprochement :			
Différences permanentes	-959	36	-1 902
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs			-49
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	593	-14	503
Impact du report variable	572	-2	-39
Effet des différences de taux d'imposition	-332	-234	-190
Crédit d'impôt et CVAE (1)	517	652	1 194
Autres	-129	14	106
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	1 549	1 634	3 319
Taux effectif d'impôt	40,13%	46,17%	29,92%

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour 517 K€ (1,194K€ en 12-2017 & 988K€ en 06-2017)

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale composée de la société Absys-Cyborg depuis le 01/01/2001. Dans le cadre de cette intégration, les relations entre Absys-Cyborg et la société tête de groupe (Keyrus SA) sont régies par une convention dont le principe général est le suivant : toutes les dispositions ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, cette dernière se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Impôts différés au bilan

En milliers d'euros	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Impôts différés actifs :			
- impôts différés activables *	18 476	16 802	18 102
- dont non reconnus	13 146	12 115	13 105
Impôts différés actifs reconnus	5 330	4 687	4 997
Impôts différés passifs	681	155	278
Impôts différés nets	4 650	4 532	4 719

* Les impôts différés activables sont évalués sur la base des déficits reportables, des différences temporaires fiscales et des différences temporelles de consolidation.

Le Groupe a choisi de limiter le montant des actifs d'impôts différés reconnus au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le bénéfice prévisionnel des cinq années suivantes. Au total, le groupe dispose de déficits reportables cumulés de 53,4M€.

Les impôts différés actifs et passifs pour une même entité sont compensés dans la présentation bilantielle.

Note 11 – Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2017	45 798
Acquisitions	395
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	-687
Au 31 décembre 2017	45 506
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	-268
Au 30 Juin 2018	45 238
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2017	-1 427
Dotation de l'exercice	
Au 31 décembre 2017	-1 427
Dotation de l'exercice	
Au 30 Juin 2018	-1 427
Montant net comptable au 30 Juin 2018	43 811
Au 31 décembre 2017	44 079

Au 30 juin 2018, l'allocation des écarts d'acquisition des sociétés Decilogic, QConsulting est provisoire. A ce stade, il n'y a pas de nouvel écart d'évaluation significatif identifié.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Grands Comptes	31 268	31 641	31 636
Middle Market	12 543	12 443	12 443
TOTAL	43 811	44 085	44 079

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2018, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Les tests de valorisation seront effectués lors de l'arrêté annuel des comptes.

Note 12 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions, brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2017	1 477	1 892	3 369	7 454	7 454
Acquisitions	392	419	811	3 638	3 638
Cessions/Mises au rebut	-336	-75	-410	-886	-886
Variation de périmètre		6	6	45	45
Ecart de change	-41	-60	-101	-270	-270
Reclassement					
Au 1er janvier 2018	1 493	2 182	3 674	9 982	9 982
Acquisitions	21	916	937	1 336	1 336
Cessions/Mises au rebut	198	-393	-195	-77	-77
Variation de périmètre					
Ecart de change	-15	-31	-47	-159	-159
Reclassement					
Au 30 juin 2018	1 696	2 674	4 370	11 082	11 082
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2017	1 385	1 593	2 978	4 089	4 089
Charge d'amortissement de l'exercice	234	100	334	1 130	1 130
Dépréciations				-1	-1
Cessions/Mises au rebut	-201		-201	-238	-238
Variation de périmètre		5	5	27	27
Ecart de change	-34	-36	-70	-167	-167
Reclassement					
Au 1er janvier 2018	1 384	1 663	3 047	4 840	4 840
Charge d'amortissement de l'exercice	201	33	233	710	710
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut				-165	-165
Variation de périmètre					
Ecart de change	-14	-27	-41	-100	-100
Reclassement					
Au 30 juin 2018	1 571	1 668	3 240	5 285	5 285
Montant net :					
Au 30 juin 2018	125	1 006	1 130	5 796	5 796
Au 31 décembre 2017	108	519	627	5 142	5 142

Note 13 – Autres actifs non courants

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2016	25 398	37	25 361
Augmentation	2 635	1	2 634
Remboursement	-6		-6
Variation de périmètre	-242		-242
Reclassement et Autres variations	29	-2	31
Solde au 31/12/2017	27 814	36	27 779
Augmentation	3 404		3 404
Remboursement	-5		-5
Variation de périmètre			
Reclassement et Autres variations	98		98
Solde au 30/06/2018	31 312	36	31 276

En milliers d'€	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Dépôt de garantie et prêts	5 360	4 639	5 152
Titres de participations non consolidés	1 023	780	944
Autres créances part à plus d'un an	24 893	21 767	21 683
TOTAL	31 276	27 187	27 779

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de crédit d'impôt recherche et de crédit d'impôt emploi compétitivité des exercices 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et du premier semestre 2018.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 14 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Marchandises	40	46	50
Ecart de conversion			
Total au coût	40	46	50
Dépréciation à l'ouverture	-37	-43	-43
Variation			
Ecart de conversion	4	4	6
Dépréciation à la clôture	-33	-39	-37
TOTAL NET	7	7	13

Note 15 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Créances clients	79 347	79 054	88 279
Dépréciation sur créances clients	-2 893	-2 649	-2 688
Montant net des créances clients	76 454	76 405	85 591
Autres débiteurs nets	15 060	14 721	16 625
Charges constatées d' avance	10 529	9 656	9 910
TOTAL	102 043	100 783	112 126

Les autres débiteurs nets comprennent principalement des créances de TVA, ainsi que des créances de CIR et de CICE remboursables à moins d'un an.

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Echéances			
Non échues	60 159	54 109	73 953
Entre 0 et 30 jours	8 868	11 336	7 302
Entre 31 et 60 jours	3 728	4 514	2 986
Entre 61 et 90 jours	1 156	2 332	1 162
Entre 91 et 180 jours	1 583	2 866	950
Entre 181 et 360 jours	411	225	58
Plus de 360 jours et douteux	3 441	3 672	1 984
TOTAL	79 347	79 054	88 279

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2 893K€ (2 649K€ à fin 2017). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

La balance âgée client s'est dégradée par rapport à fin 2017 mais est mieux maîtrisée par rapport au premier semestre 2017.

Un plan d'action concernant le recouvrement clients est mis en œuvre depuis le second semestre 2017, les efforts se poursuivront sur la fin de l'année 2018.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 16 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Équivalents de trésorerie	1 268	931	912
Trésorerie	14 132	15 251	19 759
TOTAL	15 400	16 182	20 671

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

RUBRIQUES	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	15 400	16 182	20 671
Découverts bancaires	-2 478	-2 697	-184
Autres	-32	-30	-30
Trésorerie du tableau des flux	12 890	13 456	20 457

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques bénéficiant de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 17 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés et correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;

ou

- des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Tableau de variation des provisions

En milliers d'€	31/12/2017	Variation de périmètre	Effet de l'écart de change	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	OCI	Reclassement	30/06/2018
Provisions pour risques & charges	7 334		-270	1 274	-4	-498		-1 038	6 798
Provisions pour engagement retraite	1 705			90	-24		8		1 779
Provisions non courantes	9 039		-270	1 364	-28	-498	8	-1 038	8 577
Provisions pour risques & charges	3 603		-1	985	-2 644	-288		1 038	2 693
Provisions courantes	3 603		-1	985	-2 644	-288		1 038	2 693

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement :

- Provisions pour risques et charges, litiges sociaux et prud'homaux : 6.080 K€
- Provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 3.413 K€
- Provisions pour engagements de retraite : 1.779 K€

Provisions pour risques & charges, litiges sociaux et prud'homaux : les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges dans le cours normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dans différentes régions, dont certains peuvent donner lieu à redressement. Enfin, certains risques n'ayant pas encore été concrétisés par un litige ouvert peuvent être provisionnés au regard d'un montant évaluable de manière fiable et d'un risque d'occurrence important. Dans chaque cas, le risque est évalué par la Direction du Groupe et ses conseils.

En mai 2016, l'administration a notifié à Keyrus SA l'ouverture d'un contrôle portant sur les exercices 2013 à 2015. La société ayant notifié en mai 2018 à l'administration qu'elle acceptait sa proposition de rectification du 26 mars 2018, le montant redressé qui était provisionné dans les comptes au 31 décembre 2017 a été intégralement repris pour être passé en pertes et profits (voir note 7).

Passifs éventuels :

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe peut intervenir dans des domaines sensibles tels que la banque ou la santé. Dans ces domaines d'activité, la nature des travaux que conduisent les équipes du Groupe peuvent conduire à des litiges suite à une défaillance opérationnelle de ces équipes. Dans ce contexte, il existe des situations commerciales de nature potentiellement pré-contentieuses, qui peuvent être qualifiées de passifs éventuels, mais que la norme IAS 37 ne permet pas de provisionner. Le Groupe rappelle que la qualité de service de ses équipes est suivie par des procédures de contrôle interne et reconnue par le marché et, par ailleurs, que l'ensemble de ses activités sont couvertes par ses contrats d'assurance professionnelle.

Note 18 – Passifs financiers

RUBRIQUES	30/06/2018	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	12 435	4 769	7 666	
Financement de créances	22 491	15 135	7 355	
Découvert bancaires	2 478	2 478		
Autres passifs financiers	4 779	610	4 169	
TOTAL DETTES FINANCIERES	42 182	22 992	19 190	

RUBRIQUES	31/12/2017	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	Autres	30/06/2018
Emprunts bancaires	12 829	-385		1 214	-1 312	89	12 435
Financement de créances	27 838			10 792	-16 139		22 491
Découverts bancaires	184	-2		2 295			2 478
Autres passifs financiers	5 300	-56		-138		-328	4 779
TOTAL DETTES FINANCIERES	46 151	-443		14 163	-17 451	-239	42 182

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros. Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 12,4M€ (contre 12,8M€ à fin 2017) sont conclus à des taux d'intérêt variables pour environ 72% du montant et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont principalement indexés sur l'Euribor 1 mois et 3 mois.

Les financements de créances incluent des financements de créances clients pour 10,4M€ et des financements de crédits d'impôts pour 12,1M€. Le groupe est actuellement en discussion pour optimiser et élargir son financement du poste clients afin d'y intégrer les zones géographiques à forte croissance pour financer ces dernières de manière efficiente.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux.

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Emprunts et assimilés

Le Groupe a refinancé son endettement à moyen terme au cours du premier semestre 2016, dans le cadre de la conclusion d'un crédit syndiqué sur cinq ans permettant de financer la croissance externe de Keyrus pour les trois prochaines années. Le montant maximal de tirage est de 18M€. Un financement BPI France de 5M€, adossé à ce crédit syndiqué et amorti sur 7 ans, a également été souscrit au premier semestre 2016 :

- Crédit syndiqué : emprunt bancaire en date du 23 février 2016 pour un montant de tirage maximum de 18M€.
 - Solde au 30 juin 2018 : 3,2M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursement semestriel
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + marge de 1,25 à 2,00 selon le ratio de covenant R1 atteint
 - Ratios financiers
 - R1 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations.
 - R2 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
- BPI France : Prêt Croissance Internationale en date du 8 février 2016 pour un montant de 5M€, adossé au crédit syndiqué :
 - Solde au 30 juin 2018 : 5M€
 - Durée de l'emprunt : 7 ans
 - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé
 - Taux d'intérêt fixe de 2,42%
 - Aucun ratio financier applicable

Compte tenu de l'encours financier à taux variable et du contexte de taux négatif en Europe, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 200K€.

De manière générale, l'ensemble des financements du groupe respectent les covenants bancaires.

- Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers correspondent aux options d'achat des minoritaires des sociétés acquises par le Groupe et aux clauses d'earn-out liées aux acquisitions du Groupe.

Note 19 – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2018	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2017	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Provisions à court terme	2 693	2 693		3 603	3 603	
Fournisseurs et comptes rattachés	28 401	28 401		30 731	30 731	
Avances et acomptes reçus	890	890		912	912	
Avoirs à établir	591	591		843	843	
Dettes fiscales et sociales	45 964	45 923	41	46 891	46 850	41
Autres dettes	1 076	1 076		1 292	1 292	
Produits constatés d'avance	20 877	19 732	1 145	24 848	23 452	1 395
TOTAL	100 498	99 312	1 186	109 120	107 684	1 436

Les produits constatés d'avance à plus d'un an comprennent essentiellement l'étalement de la franchise de loyers des locaux de Keyrus SA.

Note 20 - Juste valeur des instruments financiers au bilan

En milliers d'euros	Juste valeur par resultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
30/06/2018						
Actifs financiers non courant		31 276			31 276	31 276
Clients		76 604			76 604	76 604
Autres débiteurs		26 390			26 390	26 390
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 400				15 400	15 400
ACTIFS FINANCIERS	15 400	134 271			149 671	149 671
Emprunt obligataires (y compris <1 an)						
Autres passifs (y compris <1 an)			39 705		39 705	39 705
Fournisseurs			28 401		28 401	28 401
Autres créditeurs			21 959		21 959	21 959
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture)						
Concours bancaires courants			2 478		2 478	2 478
PASSIFS FINANCIERS			92 543		92 543	92 543

Note 21 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

Engagements reçus	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Crédit syndiqué	13 700	13 700	13 700
Facilités de caisse	2 120	2 046	4 500
Ligne CGA (financement non utilisé)	7 078	4 124	2 637
Ligne OSEO (financement non utilisé)	2 970	2 841	2 841
Lignes Brésil (financement non utilisé)	-	-	-
Lignes Espagne (financement non utilisé)	300	300	300
Lignes Canada (financement non utilisé)	486	507	499

Engagements donnés	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Redevances Crédit Bail non échues	néant	néant	néant
Garantie donnée Crédit du Nord	-	-	-
Garantie donnée à CGA	-	6 874	5 850
Garantie donnée à Bradesco	-	-	94
Garantie donnée à Santander Brésil	-	798	-
Garantie donnée à Santander Espagne	150	150	150
Garanties données à la BANQUE DU CANADA	486	507	499

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2018

RBA SA
5, rue de Prony
75017 Paris

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

KEYRUS

Société Anonyme
155, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La défense, le 28 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Robert BELLAICHE

Benjamin HAZIZA

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 28 septembre 2018

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général